



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Loi-Travail-les-salaries-de-la-centrale-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Loi Travail : les salariés de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine votent la grève et l'arrêt de la production d'électricité**

24 mai 2016

Loi Travail : les salariés de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine votent la grève et l'arrêt de la production d'électricité

Le réacteur numéro 1 de ce site de l'Aube est déjà à l'arrêt pour un problème technique, le réacteur numéro 2 va, lui, être arrêté jeudi.

La centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube), le 25 avril 2011. (MAXPPP)

La contestation contre la réforme du Code du travail prend de l'ampleur. Dans le sillage des blocages de raffineries et de dépôts de carburants qui provoquent un début de pénurie dans les stations-service, les salariés de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube), réunis en assemblée générale mardi 24 mai, ont voté la grève et l'arrêt de la production d'électricité, jeudi, dans le cadre du mouvement contre la loi Travail, selon les informations de France 2 et de francetv info.

"On passe au cran supérieur"

"Notre but n'est pas de faire tomber le réseau, mais on passe au cran supérieur", assure le secrétaire général du syndicat CGT-Energie de l'Aube, Arnaud Pacot, contacté par francetv info. Le réacteur numéro 1 du site de Nogent-sur-Seine étant déjà à l'arrêt pour un problème technique, le réacteur numéro 2 va subir "une baisse de charge jusqu'à l'arrêt total", prévu pour jeudi, précise le dirigeant syndical.

Lorsqu'elles fonctionnent normalement, les deux tranches nucléaires de la centrale produisent 2 600 mégawatts, précise le syndicaliste. Les grévistes veulent faire tomber la production à zéro. La procédure de relance des réacteurs dure entre 3 et 5 jours, selon Arnaud Pacot. Les précédentes journées de grève contre le projet de loi El Khomri se sont déjà traduites par des baisses de charges cumulées de 10 000 à 13 000 mégawatts dans les

centrales nucléaires françaises, selon le dirigeant syndical.